



MARCHE DE FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE

ACCORD CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE A MARCHES SUBSEQUENTS



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet du document	REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
Pouvoir adjudicateur	SIAVED 5 route de Lourches 59282 Douchy-les-Mines

Date limite de réception des offres est fixée au lundi 30 juin 2025 à 12h00.

A. SOMMAIRE

A.	SOMMAIRE	2
B.	DENOMINATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
C.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
C.1.	OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
C.2.	LIEU D'EXECUTION	4
C.3.	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	4
C.4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTION.....	4
C.5.	PUBLICITE	5
C.6.	DIVISION EN LOTS	5
C.7.	NOMENCLATURE EUROPEENNE.....	5
C.8.	DATE PREVISIONNELLE DE DEBUT DE FOURNITURE	5
D.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
D.1.	DELAJ MINIMUM DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
D.2.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	6
D.3.	LANGUE ET DEVISE POUVANT ETRE UTILISEES DANS LA CANDIDATURE OU L'OFFRE	6
D.4.	ACCEPTATION DES VARIANTES	6
E.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
E.1.	DOSSIER DE CONSULTATION DEMATERIALISE.....	6
E.2.	DOSSIER DE CONSULTATION NON DEMATERIALISE.....	7
F.	PROCEDURE CHOISIE.....	7
G.	CONTENU DES CANDIDATURES ET OFFRES	7
G.1.	PIECES DE LA CANDIDATURE	7
▪	Pièce 1.....	7
▪	Pièce 2.....	7
▪	Pièce 3.....	7
▪	Pièce 4.....	7
▪	Pièce 5.....	7
▪	Pièce 6.....	7
G.2.	PIECES DE L'OFFRE	8
H.	SELECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	8
H.1.	EXAMEN DES CANDIDATURES	8
H.2.	SELECTION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	8
H.2.1.	Critères.....	8
H.2.2.	Suite à donner à la consultation	10
H.3.	SELECTION DU TITULAIRE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT	11
I.	MODALITES ET DELAIS DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	12
I.1.	MODALITES DE REMISE DES OFFRES	12
I.1.1.	Accord-Cadre.....	12
I.1.2.	Marchés subséquents	13
J.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
K.	RECOURS.....	14

B. DENOMINATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur : Le Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED), dont le siège est à DOUCHY-LES-MINES (59282), 5 route de Lourches, immatriculé sous le numéro SIRET 255 900 953 00076 et représentée par Monsieur Charles LEMOINE.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.cdg59.fr/archivage-paie-et-dematerialisation/marches-publics/plateforme-marches-publics/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme de dématérialisation www.cdg59.fr, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ATTENTION : LE CANDIDAT DEVRA S'IDENTIFIER SUR LA PLATEFORME LORS DU TELECHARGEMENT DU DCE AFIN DE RECEVOIR LES INFORMATIONS RELATIVES A LA PRESENTE CONSULTATION.

C. OBJET DE LA CONSULTATION

C.1. OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation vise à conclure un accord-cadre multi-attributaire dont l'objet, décrit plus précisément dans le CCP, est la fourniture et l'acheminement d'Electricité alimentant les points de livraison du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des sites listés en annexe du CCP (liste donnée à titre indicatif).

Les candidats établissent leur offre sur la base des informations indiquées en annexe du CCP. Les informations mises à disposition portent notamment sur les points suivants :

- Nom, adresse, code postal et commune du bâtiment ou du site,
- Référence d'acheminement GRD,
- Consommation totale.

C.2. LIEU D'EXECUTION

Code NUTS :

- FR301

C.3. TYPE D'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre multi-attributaire. L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont conclus en application du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire passé

- Sans engagement de montant minimum ;
- Avec un volume maximum de 4441 MWh.

Il est conclu avec plusieurs TITULAIRES : 5 opérateurs maximums, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'une notation supérieure à 70/100.

Les marchés subséquents seront passés sur la base de cet accord-cadre. Les parties ne peuvent apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

C.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTION

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux ans. Il prend effet à la date de notification.

La durée des marchés subséquents sera précisée dans la lettre de consultation de chacun des marchés subséquents.

L'accord-cadre est reconductible tacitement une fois pour une durée de deux ans. La date de fin d'exécution des prestations des marchés subséquents peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord cadre, sans toutefois que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date de validité de l'accord cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence. En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur le notifiera à minima 2 mois avant l'échéance de la première période.

C.5. PUBLICITE

Conformément à la réglementation, le présent accord-cadre a fait l'objet d'une publication d'un avis d'appel public à concurrence (AAPC) au Journal officiel de l'Union européenne.

C.6. DIVISION EN LOTS

L'accord-cadre comprend un lot unique relatif à la fourniture et acheminement d'Electricité.

Un même Soumissionnaire ne peut présenter plusieurs offres pour un même lot en agissant à la fois en qualité de Soumissionnaire individuel ou de membre d'un ou de plusieurs groupements.

Les offres peuvent concerner un ou plusieurs lots. Un même soumissionnaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

Le Soumissionnaire doit présenter une offre distincte pour chaque lot auquel il répond.

C.7. NOMENCLATURE EUROPEENNE

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- 09310000-5 Electricité
- 65300000-6 - Distribution d'électricité et services connexes

C.8. DATE PREVISIONNELLE DE DEBUT DE FOURNITURE

1^{er} janvier 2026, en application du 1er marché subséquent.

D. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

D.1. DELAI MINIMUM DE VALIDITE DES OFFRES

Durée de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. Ce délai ne concerne que l'offre remise pour le présent accord-cadre, et non les marchés subséquents pris sur son fondement.

D.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les cotraitants et sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la candidature doit être présentée sous forme d'un groupement solidaire. En cas de présentation en groupement conjoint, l'accord-cadre ne sera attribué que dès lors que le groupement aura transformé le groupement candidat en groupement solidaire.

D.3. LANGUE ET DEVISE POUVANT ETRE UTILISEES DANS LA CANDIDATURE OU L'OFFRE

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros.

Dans l'hypothèse où un candidat produirait un document émanant d'une administration non francophone, ce document devra être accompagné de la traduction en langue française faisant foi.

D.4. ACCEPTATION DES VARIANTES

Les candidats ne sont pas admis à proposer des variantes.

E. DOSSIER DE CONSULTATION

E.1. DOSSIER DE CONSULTATION DEMATERIALISE

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le DCE est mis à disposition des Soumissionnaires sur le profil d'acheteur du SIAVED via la plateforme cdg59.fr à l'onglet « Plateforme marchés publics », à l'adresse URL suivante :

<https://www.cdg59.fr/archivage-paie-et-dematerialisation/marches-publics/plateforme-marches-publics/>

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent Règlement de la Consultation ;
- Le modèle d'Acte d'Engagement ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour chacun des lots.

E.2. DOSSIER DE CONSULTATION NON DEMATERIALISE

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier.

F. PROCEDURE CHOISIE

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'Appel d'offres ouvert telle que définie aux articles L 2124-2, R 2124-2 et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

G. CONTENU DES CANDIDATURES ET OFFRES

G.1. PIECES DE LA CANDIDATURE

Le candidat produira les pièces suivantes dans une première enveloppe, toutes datées et signées :

- **Pièce 1.** DC1 ou équivalent (lettre de candidature, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>),
- **Pièce 2.** DC2 ou équivalent (déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>),
- **Pièce 3.** Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché subséquent
- **Pièce 4.** Présentation d'une liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- **Pièce 5.** Références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat, dans le cadre de marchés multisites comparables ;
- **Pièce 6.** Une copie de l'autorisation de fourniture.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Les candidats sont invités à s'assurer que l'ensemble des pièces listées ci-avant sont bien présentes dans leur dossier de candidature. **L'absence de l'un des documents énumérés ci-dessus ou leur caractère incomplet pourra entraîner la nullité de la candidature.**

G.2. PIÈCES DE L'OFFRE

L'offre du candidat comprendra une deuxième enveloppe comportant les éléments suivants :

- L'Acte d'Engagement : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des candidats (personne dûment habilitée pour engager le candidat) ayant vocation à être TITULAIRES de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Particulières et son annexe : à dater et signer pour acceptation sans aucune modification ; néanmoins, toute anomalie ou omission doit être signalée avant la signature de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique du candidat, détaillant la valeur qualitative (correspondant aux critères de jugement des offres détaillés ci-après). Le mémoire technique expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du C.C.P.
- Le bordereau de prix unitaires du candidat, détaillant les montants relatifs à la réalisation de prestations complémentaires.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur feront seules foi.

Les candidats sont engagés par leur offre pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

H. SELECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES

H.1. EXAMEN DES CANDIDATURES

Les critères relatifs à la candidature sont les compétences professionnelles, techniques et financières. Le Pouvoir Adjudicateur vérifiera :

- La recevabilité des candidatures et le caractère complet du dossier,
- La capacité juridique, financière et technique des candidats à exécuter la prestation.

L'analyse se fera au vu des pièces contenues dans la première enveloppe des candidats, en réponse à celles demandées ci-dessus.

H.2. SELECTION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE

H.2.1. CRITERES

Le mémoire technique du candidat expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du CCP. L'appréciation des offres, notée globalement sur 100 points, portera uniquement sur les 6 critères ci-dessous.

L'offre économiquement la plus avantageuse est jugée en fonction de la qualité des propositions faites par les candidats dans leur mémoire technique et le BPU, structuré en 6 parties répondant aux 6 critères de sélection suivants :

Critère	Nombre de points	Commentaire
Relation clientèle	25	<p>Le candidat définit la relation clientèle qu'il assure au pouvoir adjudicateur et notamment pour chaque registre de questions susceptibles d'être posées par le pouvoir adjudicateur, le candidat indique sa capacité à mettre à disposition du pouvoir adjudicateur un interlocuteur commercial dédié, un interlocuteur technique dédié.</p> <p>Le candidat indique également la structure commerciale et technique nécessaire à assurer la disponibilité des interlocuteurs mis à disposition du pouvoir adjudicateur : numéros dédiés, plages horaires auxquelles les interlocuteurs sont disponibles, modalités de suivi du marché.</p>
Facturation	20	<p>Le candidat remet un modèle de facture qui répondra, à minima, aux exigences prévues dans le CCP.</p> <p>Il précise également les <u>modalités de facturation</u> dont la périodicité des factures, la cadence des relevés/estimations suivant les points de livraison (mode de calcul des estimations et mode de régularisation des factures).</p> <p>Il précise enfin les <u>modalités de transmission</u> des factures.</p> <p>Il précise sa capacité à mettre en place une <u>facturation via un EDI</u>.</p> <p>Il précise les modalités de de facturation de la <u>contribution de capacité</u>.</p>
Site Internet	15	<p>Le candidat précise le service d'accès internet permettant le suivi des consommations et des dépenses. Il en décrit les principales caractéristiques.</p>
Modalités de rattachement / détachement de points de livraison	20	<p>Des points de livraison peuvent être intégrés ou supprimés lors de l'exécution des marchés subséquents. Le TITULAIRE indiquera dans quelles conditions techniques et administratives (méthodologie et modèle de demande de rattachement et de suppression) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seront desservis les sites qui intégreront le marché au moment de leur mise en service, - Sera interrompue la fourniture des sites qui disparaîtraient pendant l'exécution du marché.

Critère	Nombre de points	Commentaire
Développement durable	10	Le candidat précise les actions qu'il met en place dans le cadre d'une démarche de développement durable.
Critère social	5	Engagement en matière d'insertion professionnelle, de sous-traitance auprès de petites ou moyennes entreprises
Prix des prestations au BPU	5	L'offre la moins disante se verra attribuer 5 points. Les autres offres se verront attribuer une note par règle de 3.

Une note globale sera déterminée pour chacune des offres, ce qui permettra leur classement.

Les critères techniques (c'est-à-dire les 5 premiers critères énoncés ci-dessus) seront évalués de la façon suivante :

- Absence de réponse ou réponse inadaptée : 0% des points
- Réponse peu satisfaisante : 25% des points
- Réponse moyennement satisfaisante : 50% des points
- Réponse globalement satisfaisante : 75% des points
- Réponse très satisfaisante : 100% des points

Après élimination des offres irrégulières, les offres seront examinées selon les critères énoncés précédemment.

Une note globale sur 100 sera déterminée pour chacune des offres, ce qui permettra leur classement.

Les offres présentant le plus grand nombre de points seront retenues (au minimum 5 sous réserve d'un nombre suffisant de candidats). L'analyse se fera au vu des pièces de l'offre du candidat.

H.2.2. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Seuls les 5 premiers candidats seront retenus sous réserve d'une note globale supérieure à 70 sur 100.

Les 5 offres les mieux classées (et ayant obtenu une note supérieure à 70/100) seront retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les éléments à produire par les candidats retenus à titre provisoire sont les suivants :

- Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique à savoir notamment :
 - o Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par le pouvoir adjudicateur
 - o Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
 - o Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés
 - o Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou décennale. L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

A défaut de transmettre l'un des documents ci-dessus mentionnés, et dans les délais prescrits par le Pouvoir adjudicateur, l'attributaire est éliminé de la procédure et le marché est attribué au candidat classé immédiatement après lui.

H.3. SELECTION DU TITULAIRE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT

Le jugement des offres s'effectue sur le fondement des critères suivants :

Critères	Pondération	Note maximale obtenue
Valeur économique	95%	95
Valeur technique (obtenue à l'accord-cadre ou actualisée)	5%	5

Modalité de calcul de la note économique :

La valeur économique est déterminée à partir du prix moyen unitaire de fourniture et services en euros hors toutes taxes et contribution, TVA inclus par MWh le cas échéant.

Le prix le plus bas reçoit une note de prix égale à 95.

Note de prix (offre) = $95 \times [\text{Prix moyen le plus bas} / \text{Prix moyen de l'offre considérée}]$

Les modalités de calcul du prix le plus bas seront présentées en détail au stade des marchés subséquents.

Modalités de calcul de la note technique :

Par défaut, la note technique est celle de l'accord cadre. Si les pièces du marché subséquents le précisent, les attributaires ont la possibilité de remettre des éléments complémentaires qui viendront modifier le mémoire technique type remis au stade de l'accord cadre et qui donneront lieu à l'amélioration potentielle de la note technique, sur la base des mêmes critères que ceux utilisés à l'accord cadre. Les offres remises au stade des marchés subséquents ne pourront avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue au stade de l'accord cadre.

I. MODALITES ET DELAIS DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES

I.1. MODALITES DE REMISE DES OFFRES

I.1.1. ACCORD-CADRE

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : **<https://marchespublics596280.fr>**.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

SIAVED

5 route de Lourches

59282 Douchy-les-Mines

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

I.1.2. MARCHES SUBSEQUENTS

La remise en concurrence dans le cadre de chaque marché subséquent se déroulera dans les conditions suivantes.

Courrier, courriel aux adresses indiquées dans l'Acte d'engagement du présent accord-cadre ou profil acheteur **par LE POUVOIR ADJUDICATEUR aux TITULAIRES de l'accord-cadre d'une lettre de consultation** comportant à minima :

- La liste des points de dessertes avec l'ensemble de leur caractéristique (Electricité : Pdl, Puissance souscrite, Consommation...) ;
- Un modèle d'acte d'engagement du marché subséquent intégrant un cadre de décomposition des prix, et une durée de validité de l'offre (cette durée ne dépassera pas 6 heures) ; Dans cet acte d'engagement seront également communiquées les informations relatives à la durée du marché subséquent, ainsi que la ou les dates de début de fourniture.
- Les conditions de mise en concurrence, dont notamment :
 - L'adresse à laquelle les offres seront transmises ;
 - Les critères d'analyse des offres et leur pondération ;
 - Le délai de réponse (date et heure limites de remise des offres)

Un délai d'au moins cinq (5) jours francs est laissé aux candidats pour remettre leurs offres.

J. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : **<https://marchespublics596280.fr>**

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

K. RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr